

CHRISTOPHE SEMENGUE

« Chaque jour qui passe complique le retour à la normale des activités de Fly Zelel »



La jeune compagnie aérienne camerounaise, qui avait pour ambition de révolutionner le secteur aérien en Afrique centrale, est empêtrée dans un conflit d'actionnaires qui paralyse ses activités. **P.6**

DETTE, SUBVENTION, RECETTES...

Les chiffres clés d'une première année de transition au Gabon P.9

INTERNET

Le Congo lance CGIX-Pointe-Noire pour réduire sa dépendance aux infrastructures internationales P.11

MARCHÉ DES PNEUS AUTOMOBILES

Le camerounais Neptune va renforcer ses activités grâce à une fusion



Le groupe de l'homme d'affaires camerounais Antoine Ndzengue amorce une fusion stratégique entre ses filiales Cameroon Tyre Factory SA (CTF SA) et Cameroon Tyre Factory Project SA (CTF Project SA) **P.3**

RACHAT DE COMMERCIAL BANK CAMEROON

L'Etat donne une chance aux salariés



Ça pourrait être la grande surprise de cette fin d'année dans le paysage bancaire camerounais. 8 ans après sa nomination au poste de Directeur Général de CBC, Léandre Djummo et son personnel ont déposé une offre auprès de Rothschild portant sur le rachat des 51% mis en vente par l'État du Cameroun qui contrôle actuellement 98% du tour de table. Dans le jargon financier, il s'agit d'un Management Buy-out. Celui-ci est assorti d'un montage financier solide qui implique notamment un doublement du capital de la banque avant son introduction en bourse. Plusieurs hommes d'affaires camerounais et une grande banque locale sont également signalés sur ce deal, repositionnant les nationaux dans cette transaction que Yaoundé espère conclure avant la fin du mois de septembre. **P.5**

TAUX DIRECTEURS

Malgré une faible croissance, la Beac opte pour le statu quo

Croissance faible, inflation en baisse, ralentissement de l'investissement... plusieurs indicateurs semblaient jouer en faveur d'un assouplissement de la politique monétaire dans la CEMAC.

Pourtant ce 23 septembre, la BEAC, la Banque centrale de la région, a déjoué les pronostics en maintenant ses taux de refinancement inchangés pour la sixième fois d'affilée. **P.4**

SANTÉ

BGFI Bank Cameroun soutient le centre d'hémodialyse de l'Hôpital Général de Douala



A travers un important don de matériels et un accompagnement financier, l'établissement bancaire entend contribuer à l'amélioration des conditions de prise en charge des patients atteints d'insuffisance rénale. **P.8**

GESTION DE LA FIBRE OPTIQUE

MTN dénonce les lacunes de Camtel



La gestion de la fibre optique est au cœur d'un conflit entre Camtel et les acteurs privés du secteur des télécommunications au Cameroun. L'opérateur public accuse ses concurrents, dont MTN Cameroon, de dégrader la qualité de l'internet. En réponse, la filiale du géant sud-africain MTN dénonce une mauvaise gestion de la fibre par Camtel, qui détient le monopole de cette infrastructure. Le nombre de coupures de fibre qui ont augmenté de 40% comparativement à l'année dernière, impactent gravement les services dans plusieurs régions du pays. **P.6**

RENTÉE SCOLAIRE 2024/2025

CCA-Bank soutient des orphelinats dans 4 régions du Cameroun



Les dons remis aux différents centres étaient composés de denrées alimentaires de première nécessité, de fournitures scolaires, de jouets, de vêtements et d'aides financières. **P.10**

FOCUS

Le Cameroun perd 4 places au classement des pays exportateurs de coton au monde en 2023 (rapport)

Le comité de Compétitivité, une structure spécialisée du ministère de l'Economie Camerounais vient de produire un rapport sur l'état de la compétitivité de l'économie camerounaise pour l'exercice 2023. A la lecture, il ressort que le marché mondial de coton est resté dominé par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde et le Brésil, avec respectivement 20,7%, 14,1%, 12,6% et 6,2% de parts de marché. Le Cameroun quant à lui, a régressé de quatre places passant ainsi de 56e exportateur mondial de coton en 2022 à 60e un an plus tard avec 0,1% de part de marché contre 0,2%.

A en croire le rapport, cette faible part du marché est imputable au différentiel défavorable du rendement à l'hectare qui est cinq fois moins élevée que celui de la Chine [premier exportateur mondial de coton]. Autrement dit, pour la même surface de terre cultivée, le Cameroun produit beaucoup moins par que la Chine [qui récolte par hectare 5 fois plus que le Cameroun]. D'après le Directeur Général de la Société de Développement du coton (Sodecoton), dans une récente interview accordé à la chaîne nationale, le rendement moyen en champ est de 1 550 kg de coton par hectare (ha) soit 1,5 tonne/ha contre 7,5 tonnes de coton par hectares produite par la Chine.

La baisse du rendement perdure

Cette baisse de rendement à l'hectare de l'or blanc camerounais se justifie par plusieurs facteurs selon le ministère de l'Economie dans son « Bulletin des exportations » d'août 2023. Notamment par les aléas climatiques rudes, mais aussi des exportations frauduleuses en lien avec la résurgence de certains foyers de tensions sécuritaire dans la partie Septentrionale du pays. L'on se souvient qu'en 2022, les responsables de la Sodecoton tiraient déjà la sonnette d'alarme et redoutaient des pertes sèches d'environ 9 milliards de Fcfa par an. Même si le rendement moyen en champ est passé de 880 kg/ha en 2009/2010 à 1,406 kg/ha en 2014/2015, pour se fixer actuellement à plus de 1 500 kg/ha.

Il faut dire que sur les cinq dernières années (2018-

2022) on observe que les exportations camerounaises de l'or blanc évoluent en dents de scie ce qui a une incidence directe sur les recettes d'exportations. Ainsi, en 2018 les exportations affichent 113 623 tonnes pour des recettes de 116,998 milliards de Fcfa, pour bondir ensuite à 130 061 tonnes d'une valeur de 10,021 milliards de Fcfa en 2019, avant de redescendre à 123 907 tonnes en 2020, pour une valeur de 113,397 milliards de Fcfa. L'année suivante les exportations ont connu une seconde fois un coup d'accélérateur pour se chiffrer à 154 909,3 tonnes d'une valeur de 143, 176 milliards de Fcfa, pour rechuter à 149 332,1 tonnes pour une valeur de 155,342 milliards de Fcfa en 2022. Le total cumulé sur ces dernières années fait état de 671 832,4 tonnes d'or blanc brut exporté pour des recettes générées de 658,934 milliards de Fcfa. En outre, le coton camerounais est principalement exporté vers le Bangladesh (63,1%), le Vietnam (8,3%), le Pakistan (6,3%) et la Malaisie (5,3%). Selon l'Association Cotonnière Africaine4 (ACA), la production mondiale de coton enregistre une baisse régulière. En raison de la hausse du coût des intrants en raison du contexte inflationniste, des conditions météorologiques défavorables dans presque tous les pays producteurs et des goulets d'étranglements de la chaîne d'approvisionnement.

Une embellie de la production nationale

Notons que malgré la baisse des recettes d'exportation de coton [127 506 tonnes de coton pour des recettes de 147,9 milliards de Fcfa en 2023 après les 149 332 tonnes d'une valeur de 155,3 milliards de Fcfa, en 2022 Ndlr] le Cameroun a produit 394 090 tonnes de coton graine au cours de la campagne cotonnière 2023-2024 au Cameroun. Cette embellie de 25% en glissement annuel s'explique par s'explique par une amélioration des rendements de coton graine de l'ordre de 11 à 53%. Devenant ainsi le troisième plus gros producteur de l'or blanc en Afrique francophone derrière le Mali (690 000 tonnes) et le Bénin (600 000 tonnes).

7,1% Inflation

Selon l'Institut national de la statistique (INS), l'inflation a atteint 7,1% à Maroua à fin août 2024, faisant de la capitale régionale de l'Extrême-Nord la ville la plus chère du Cameroun. Ce taux est en hausse de 6,1% en glissement annuel impulsé par la hausse des prix des biens et services locaux. L'INS renseigne que les prix des produits locaux ont augmenté de 5,4 %, contre une hausse plus modérée de 4,1 % pour ceux des produits importés, principalement due à une hausse de 1,1 % des prix des produits alimentaires (légumes frais en fruit, racine et feuille et autres fruits). En revanche, les villes de Bertoua et de Bamenda affichent des prix à la consommation finale relativement bas, soit respectivement de 3,9 % et 3,3 %.

19 651 Petites et moyennes entreprises

En 2023, 19 651 petites et moyennes entreprises (PMEs) ont été créées au Cameroun selon les données du ministère des PME, de l'Economie sociale et de l'Artisanat. Selon les secteurs d'activités, le secteur secondaire compte près de 80 000 entreprises contre 377 pour le secteur primaire et 312 pour le secteur tertiaire. Ces entreprises sont concentrées pour la plupart dans les grandes villes comme Douala (33,5%) et Yaoundé (23,9%). Le nouveau volume ainsi enregistré porte à 393 166 (+4,99%) le nombre de PME recensées au pays dont 97% sont des entreprises individuelles. D'après le Minpmeesa, les PME sont de plus en plus tournées vers la formalisation encouragées par la diminution du coût de cette opération qui est passé de 60 000 Fcfa à 51 500 Fcfa en un an.

VISAGE

Innovation : Stéphane Kamdem réinvente l'ascenseur

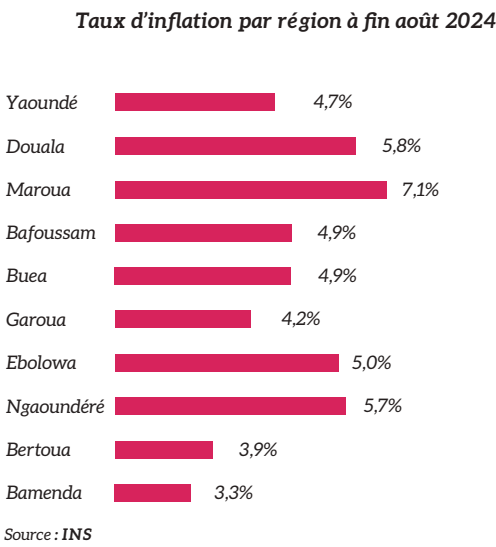


Ingénieur polytechnicien spécialisé en génie mécanique, Yves Stéphane Kamdem vient de mettre

GRAPHIQUE

Cameroun : Maroua conserve le sommet de l'inflation avec un taux de 7,1% à fin août 2024

Selon les données de l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation à fin aout 2024 est ressorti à 5,1%. Bien qu'en léger recul de 0,3% par rapport au mois précédent, ce taux d'inflation reste au-dessus de la norme Cemac (3%). Il a été principalement tiré par la ville de Maroua (7,1%). La capitale régionale de l'Extrême-Nord est suivie de Ngaoundéré (6,3%), Douala (6,0%), Ebolowa (5,4%) et Bafoussam (5,1%). Avec un taux d'inflation de 3,5%, seule la ville de Bamenda dans le Nord-ouest se rapproche de la norme Cemac.



IMAGE

Douala : encore un incendie au marché Mboppi



Des débris et de détritus, une épaisse poussière de cendres forme la couverture supérieure. C'est ce qui reste d'un violent incendie qui s'est produit dimanche 15 septembre au Marché Mboppi à Douala 1er. Alertés, les sapeurs-pompiers ont répondu présents au lieu de l'incident. D'après des sources sécuritaires, le bilan fait état d'une quinzaine

de boutiques ravagées et d'importants dégâts collatéraux sans une incidence humaine. Sur cette place commerciale, cet incendie s'ajoute à plusieurs autres

incidents du genre. L'origine des flammes n'a pas été indiquée par les fins limiers, mais une source au marché révèle qu'il s'agirait des installations électriques vieillissantes et non conformes. Pour elle, les câblages défectueux, les surcharges électriques et les raccordements improvisés ont été à l'origine de l'incendie. Face à la récurrence de tels incidents, la Communauté urbaine de Douala compte mettre sur pied un plan d'aménagement concerté avec l'ensemble des commerçants des équipements marchands de la ville, afin de renforcer la sécurité et prévenir tout risque d'incendie.

EcoMatin

Edité : par EICI Sarl,

Siège : Rue CEPER, entrée BP Parc Kyriakides

Tel : 35521 Yaoundé
22 22 08 927/ 695 48 47
36/ 693 98 28 36

Email : contact@ecomatin.net

Directeur de Publication
Emile Fiediek :

Conseiller du Directeur de Publication
Conseiller financier : Florian Mpeck ;
Conseiller: Nasser Ngoume

Coordonnateur de la rédaction: Amina Malloum

Rédaction Yaoundé :
Tel : 6 93 98 28 36 / 697 80 63 37

Rédaction

Cindy Mbala Betine;
Marius Zogo;
Jean Omer Eyango
Réné Ombala
Benedicte Ngono
Mairamou Abdou;
Simon Pierre Mbarga
Vicky Bagal
Arthur Wandji
Albert Amougou

Production et routage
Fabrice Youmbi

Département commercial et Marketing
Yaoundé: Td : 6 93 57 82 35

Douala : T el : 679 73 80 48

Infographie et Maquette
Nang - Mbi Papin Loic



Marché Actions : BVMAC-AS : 958,81 -0,0006%

Titres	Dern. Cours	Variation 1 mois	PER
SCG-Ré	21 500	+0,00%	21,16x
BANGE	207 300	+0,00%	25,81x
SAFACAM	26 500	+0,00%	53,73x
SEMC	47 000	+0,00%	9,01x
LA REGIONALE BANK	42 500	+0,00%	36,41x
SOCAPALM	46 450	-0,001%	17,81x

Marché Obligataire : +0,00% (FCFA 1 230 Mds)

Type d'obligations	Titres	Nominal au 25/09/2024	Cours (%)	Taux d'intérêt
OBLIGATIONS D'ETATS	EOG.05 - 19/24	2 500	100,00	6,25%
	EOCG.02 - 21/26	6 667,67	95,00	6,25%
	EOG.06 - 21/26	5 000	99,50	6,00%
	ECMR.06 - 22/29	10 000	98,00	6,25%
	EOG.07 - 22/28	10 000	100,00	6,25%
	EOTD.01 - 22/27	7 500	100,00	6,50%
	ECMR.07 - 23/26	10 000	100,00	5,80%
	ECMR.08 - 23/27	10 000	100,00	6,00%
	ECMR.09 - 23/29	10 000	100,00	6,75%
	ECMR.10 - 23/31	10 000	100,00	7,25%
OBLIGATIONS REGIONALES	EOBD.01 - 20/27	8 000	100,00	5,45%
	EOBD.02 - 21/28	10 000	100,00	5,60%
	EOBD.03 - 22/29	10 000	99,95	6,00%
	EOBD.04 - 24/31	10 000	100,00	6,20%
	EOBD.05 - 24/29	10 000	100,00	5,95%
	EOBD.06 - 24/27	10 000	100,00	4,70%
OBLIGATIONS PRIVÉES	ALIOS.02 - 21/25	2 857,14	100,00	5,40%
	ALIOS03 - 23/28	10 000	100,00	6,50%
	ALIOS04 - 23/26	10 000	100,00	6,00%

Devises

Devises/XAF	13/09/2024	20/09/2024	Variation
ZAR	33,22	33,63	+1,23%
GBP	776,97	780,12	+0,41%
CAD	437,68	433,69	-0,91%
USD	594,46	588,71	-0,97%
YEN	4,18	4,12	-1,35%

Matières premières

Cours des matières premières	20/09/2024	Variation
Bois (USD per 1.000 board-feet)	511,00	+6,46%
Caoutchouc (USD per kg)	197,20	+5,96%
Huile de palme (USD per ton)	957,67	+5,69%
Brent (USD per barrel)	74,49	+4,02%
Cacao (USD per ton)	6 984,39	+0,70%
Fer (USD per dry metric ton)	91,93	-0,36%

Comprendre : Stop-loss Order

Un stop-loss order est un outil stratégique essentiel utilisé dans le trading pour protéger un investissement contre des pertes importantes et gérer le risque de manière efficace. Il s'agit d'une instruction donnée à un courtier pour vendre un actif, tel qu'une action, lorsque son prix atteint un niveau prédéterminé, connu sous le nom de prix de déclenchement. Par exemple, si vous achetez une action LA REGIONALE à FCFA 42 500 et que vous souhaitez limiter vos pertes à FCFA 500, vous pouvez fixer un stop-loss à FCFA 42 000. Si le prix de l'action baisse jusqu'à ce niveau, le stop-loss s'active et l'action est automatiquement vendue, à mesure que la demande est disponible et dans les mêmes conditions de prix, vous permettant ainsi de préserver une partie de votre capital. Cet outil est utile pour les investisseurs qui ne peuvent pas surveiller le marché en permanence, car il automatise le processus de vente et réduit le stress lié aux fluctuations des prix. Cependant, il faut noter qu'un stop-loss order ne garantit pas une vente au prix exact fixé, surtout dans des conditions de marché volatile. Dans le cas de la BVMAC, l'investisseur fixe une date de validité sur son ordre de bourse à prix limité (LIMIT ORDER). Si l'ordre n'est pas exécuté à l'échéance, il envoie un nouvel ordre à sa Société de Bourse.

Analyse de la cote

Performance hebdomadaire : L'indice boursier BVMAC-AS a clôturé la semaine à 958,81 points, enregistrant une légère baisse de 0,0006% par rapport à la semaine précédente, avec une capitalisation boursière s'établissant à FCFA 63,75 Mds. La baisse de l'indice boursier s'explique par un léger repli du cours de l'action SOCAPALM, qui est passé de FCFA 46 500 FCFA à FCFA 46 450.

Volumes échangés : Au cours de cette semaine, 907 titres ont été échangés sur le marché secondaire de la BVMAC, pour une valeur totale de FCFA 35,01M. Parmi ces transactions, LA RÉGIONALE a représenté FCFA 28,31M, contre FCFA 5,96M pour SAFACAM et FCFA 0,74M pour SOCAPALM. Du côté de la demande, le carnet d'ordres du marché affiche une seule hausse cette semaine enregistrée chez SAFACAM (+6%). Du côté de l'offre, une forte baisse est observée chez LA REGIONALE (-95,05%) ainsi qu'une diminution plus modérée chez SOCAPALM (-2%).

Faits Majeurs

- Cameroun :** Hausse de la capacité de production du barrage de Nachtigal. Sur les sept (07) grpoupes N3 (60 MW chacune) constituant l'ouvrage, trois (03) sont désormais mis en production en septembre 2024. Ceci porte à 180 MW la puissance actuellement injectée par le barrage dans le Réseau Interconnecté Sud (RIS). L'objectif fixé est la mise en service d'un groupe N3 supplémentaire chaque mois afin qu'au plus tard en janvier 2025, les sept groupes soient tous mis en production ;
- Cameroun :** Recherche par la Société Nationale de Mines (SONAMINES) d'un partenaire pour relancer le projet d'exploitation de rutile (minerai composé de dioxyde de titane) d'Akonolinga, après le départ de la société française Eramet il y a un an, pour des raisons économiques et environnementales. Pour surmonter ces difficultés, le Cameroun envisage diverses options, notamment une réduction de la taille du projet et de l'investissement initial qui est de FCFA 118 Mds ;
- Cameroun :** Enregistrement au 2^e trimestre 2024 d'une progression de 3,4% (en glissement trimestriel) des prix à la production industrielle du bois. Cette hausse est liée entre autres à l'augmentation des prix des carburants, entrée en vigueur le 3 février 2024. Le gasoil, utilisé comme source d'énergie d'appoint par de nombreuses unités industrielles confrontées à des coupures d'électricité récurrentes, a connu une deuxième hausse de son prix au litre en deux ans, ce qui a vraisemblablement impacté les coûts de production des transformateurs du bois ;
- Gabon :** Accord par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) d'un financement de FCFA 117 Mds pour le développement des zones rurales. Cet accord s'inscrit dans le cadre du « Programme d'Urgence de Développement Communautaire » (PUDC), qui prévoit l'équipement, la construction et la réhabilitation d'infrastructures sanitaires, éducatives, énergétiques, hydrauliques et routières dans les zones enclavées. Il vise également à créer des richesses et à améliorer les conditions de vie des populations de ces zones ;
- Gabon :** Projet d'investissement de FCFA 6 Mds par la société pétrolière Maurel & Prom après un partenariat avec l'Etat. Le 17 septembre, la société a signé un contrat d'exploitation sur le bloc pétro-gazier EF9, d'une superficie de 1 074,50 km². Ce contrat marque le début d'une nouvelle phase d'exploration et de production, avec un accent sur la recherche de gaz. Un nouveau pipeline sera également construit pour acheminer le gaz vers Lambaréné.

Marché Monétaire

Le marché monétaire de la BEAC mettra en adjudication les titres publics ci-dessous lors des séances d'adjudication du 23 au 25 septembre 2024 :

Titres	Émetteurs	Maturité	Taux	Montant (Mds FCFA)
OTA	Gabon	5 ans	6,5%	FCFA 10 Mds
OTA	Congo	2 ans	5,4%	FCFA 5 Mds
BTA	Guinée Equatoriale	26 semaines	ADJ	FCFA 10 Mds

5%
Cemac

C'est le taux d'intérêt des appels d'offres fixé par le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Beac. Il a été maintenu le 23 septembre, pour la sixième fois d'affilée.

200 milliards de Fcfa
Beac

C'est le montant de la dernière offre de liquidité de la Beac. Elle enregistre un taux de souscription de 218,5%, soit une demande formulée se situant à 437 milliards de Fcfa.

1 371,5 milliards de Fcfa
Financement

C'est le montant de l'enveloppe dont le gouvernement camerounais a besoin pour mettre en œuvre son Plan triennal d'import-substitution intégré sur la période 2024-2026

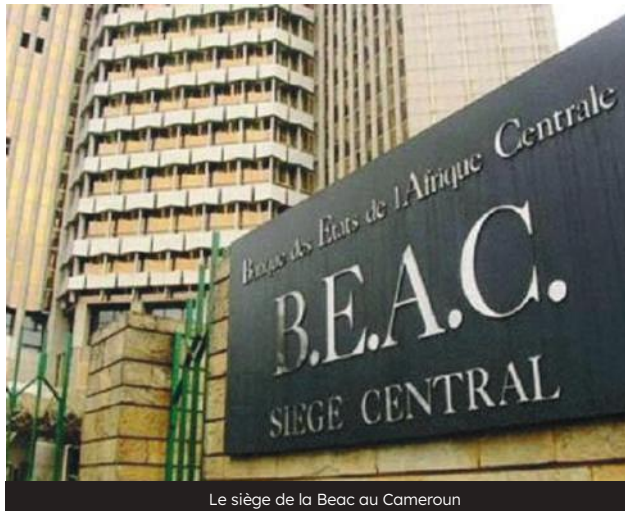
Malgré une faible croissance, la Beac opte pour un statu quo

TAUX DIRECTEURS

Croissance faible, inflation en baisse, ralentissement de l'investissement... plusieurs indicateurs semblaient jouer en faveur d'un assouplissement de la politique monétaire dans la CEMAC. Pourtant ce 23 septembre, la BEAC, la Banque centrale de la région, a déjoué les pronostics en maintenant ses taux de refinancement inchangés pour la sixième fois d'affilée..

A.W

Lors de sa troisième session ordinaire de l'année 2024, tenue le 23 septembre à Yaoundé, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique Centrale (Beac) a décidé de maintenir inchangés les taux de ses principaux instruments monétaires. Ainsi, le taux d'intérêt des appels d'offres reste fixé à 5%, tandis que le taux de facilité de prêt marginal reste stable à 6,75%. Le taux de facilité de dépôt est maintenu à 0%, tout comme le coefficient



Le siège de la Beac au Cameroun

des réserves obligatoires des banques, qui demeure à 7% sur les exigibilités à vue et à 4,5% sur les exigibilités à terme. A en croire le gouverneur de la banque centrale, le Centrafricain Yvon Sana Bangui, ce statu quo est un choix stratégique de l'institution, malgré une baisse notable de l'inflation dans la sous-région.

En effet, le choix de la banque centrale de maintenir ses principaux

taux directeurs intervient dans un contexte de recul progressif du taux de l'inflation à 4,2% en moyenne annuelle, contre 5,6% en 2023. Deux facteurs ont motivé cette décision, selon le gouverneur : « En débit des abaissements des taux d'intérêts par les banques centrales occidentales, notamment la FED [la Réserve fédérale américaine qui a annoncé, le mercredi 18 septembre, une baisse de 0,50

% de son taux d'intérêt directeur, Ndlr] ou la BCE [la Banque Centrale Européenne qui a baissé son principal taux directeur de 3,75 à 3,5%, Ndlr], nous avons au sein de la Beac, décidé de maintenir inchangés nos taux principalement pour deux raisons. La première est relative au taux d'inflation ; certes il a baissé, mais il reste toujours au-dessus du seuil communautaire qui est de 3%. La deuxième raison, est relative à la prise en compte des indicateurs de stabilité de la monnaie qui se situent aujourd'hui à 69,2%. Ces deux facteurs importants, ont orienté notre décision de politique monétaire ».

Politique d'austérité monétaire

Cette posture de la Beac, marquée par un maintien des taux directeurs pour la cinquième fois consécutive, s'inscrit dans une politique d'austérité monétaire en vigueur depuis trois ans. L'un des défis de cette approche consiste à gérer au mieux la liquidité, de façon à réduire la composante de l'inflation qui viendrait de la

monnaie. Ainsi, au cours des trois dernières années, le taux d'intérêt des appels d'offres a été augmenté à trois reprises par exemple, passant de 3,5% à 4% en mars 2022, puis à 4,5% en septembre 2022, pour enfin se stabiliser à 5% à partir de mars 2023. Parallèlement, la banque centrale a mis en œuvre une réforme visant à ponctionner l'excédent de liquidité qui dort dans le système bancaire de la sous-région à travers l'émission de bons Beac. Cette manœuvre consiste à rendre la liquidité plus onéreuse pour les banques commerciales, avec des répercussions sur le coût du crédit bancaire et, par extension, de limiter l'accès aux crédits pour les agents économiques.

Cependant, la Beac doit également relever un autre défi : soutenir la croissance économique des pays membres de la Cemac. Pour équilibrer la lutte contre l'inflation avec la stimulation de la croissance, la banque centrale a repris en juin 2024 ses opérations d'injection de liquidités dans le système

bancaire. En l'espace de quatre mois, 14 offres de liquidités ont été enregistrées, pour un montant total avoisinant les 2 500 milliards de Fcfa. La plus récente de ces opérations, d'un montant de 200 milliards de Fcfa, a montré l'ampleur des besoins des banques commerciales. Le taux de souscription a atteint 218,5%, la demande totale s'élevant à 437 milliards de Fcfa. Ces injections de liquidités, effectuées sur des maturités de sept jours, permettent à la fois de réguler les flux monétaires dans le système bancaire et d'influencer les taux d'intérêt sur les crédits.

Dans ce contexte, le dilemme de la Beac est de trouver un juste milieu entre la maîtrise de l'inflation et le soutien à la croissance. Si la politique monétaire actuelle, marquée par un resserrement des conditions de liquidité, vise à contenir l'inflation, elle ne doit pas entraver les efforts de relance économique dans une sous-région où les besoins en financements sont importants.

Le banquier néerlandais ING Bank ouvre une ligne de crédit de 154 milliards de Fcfa pour soutenir la production locale

FINANCEMENT

Ces fonds, concrétisés par la signature de cinq « term sheets » seront mobilisés sous la forme de crédits fournisseurs dédiés aux entreprises du portefeuille de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts de Cameroun (Capef).

Arthur Wandji

Le groupe néerlandais ING Bank vient d'approuver l'ouverture d'une ligne de crédits de 154 milliards de Fcfa (près de 236 millions d'euros) en faveur du Cameroun. Ce financement, orchestré par des discussions avec la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (Capef), cible cinq grands projets stratégiques. Ces derniers visent à moderniser les infrastructures agricoles et halieutiques du pays, tout en soutenant son plan triennal d'import-substitution intégré pour lequel le Cameroun a besoin de 1 371,5 milliards entre 2024-2026. Le premier projet porte sur la construction d'un quai de pêche dans la zone portuaire du Sud-Ouest du pays, principalement à Tiki (Idenau). Avec une enveloppe de 36 milliards de Fcfa,



Une direction de ING Bank

ce projet ambitionne d'équiper cette zone portuaire d'infrastructures modernes dotées de divers équipements et accessoires de pêche. Il s'agit non seulement d'améliorer la pêche artisanale, mais aussi de renforcer les capacités d'exportation des produits halieutiques vers les marchés régionaux.

Un autre projet phare concerne la construction d'un parc à bétail moderne à Bibemi, dans la région du Nord, pour un montant de 17 milliards de Fcfa. Cet espace est destiné à devenir un centre d'élevage bovin de référence, contribuant ainsi à l'offre de protéines animales et à la sécurité alimentaire dans un contexte de réduction des importations de viande.

Des infrastructures pour transformer plus

Outre les investissements dans la pêche et l'élevage, le projet de construction d'entrepôts de produits frais, d'un coût de 24 milliards de Fcfa, vise à pallier les pertes post-récoltes et à améliorer la qualité des denrées sur les marchés. Ces infrastructures seront réparties dans des localités stratégiques, telles que Maroua (Extrême-Nord), à Pitoua (Nord), à Santa (Nord-Ouest) et à Bertoua (Est), de même qu'au Port de Douala (Littoral) où il est prévu la construction d'un entrepôt central pour le stockage des produits à l'export. L'objectif est de favoriser une meilleure conservation des produits agri-

coles comme les oignons et les pommes de terre, et d'assurer leur acheminement vers les centres de consommation.

Le financement d'ING Bank prévoit également 48 milliards de Fcfa pour la construction de quatre Centres de Production et de Formation Agropastorales (Cpfa). Situés dans les localités de Dimako (Est), Dizangue (Littoral), Nanga-Eboko (Centre) et Ngaoundéré (Adamaoua), ces centres auront pour mission de former une nouvelle génération d'agriculteurs et d'éleveurs, tout en servant de sites de production modernes.

Le dernier projet qui devrait bénéficier des financements du groupe ING Bank porte sur la construction d'un complexe de transformation de cacao verra le jour à Douala (Bonabéri), pour un montant de 29 milliards de Fcfa. Avec une capacité de transformation de 32 000 tonnes de fèves de cacao, cette usine s'inscrit dans une démarche d'industrialisation de la filière cacaoyère camerounaise. En structurant et en organisant 13 800 producteurs, ce projet permettra non seulement d'améliorer la chaîne de valeur locale, mais aussi de répondre à la demande internationale en produits transformés à base de cacao.

36
milliards de Fcfa

C'est le coût prévu pour la construction d'un quai de pêche dans la zone portuaire du Sud-Ouest du pays, principalement à Tiki (Idenau).

Le Minepat va mener l'emprunt

Le gouvernement camerounais, par le biais du ministère de l'Economie, salue cette initiative de financement qui permettrait au pays de moderniser non seulement ses filières agropastorales et halieutiques, mais aussi renforcer sa position en tant que puissance agricole dans la sous-région d'Afrique centrale. Le ministère dirigé par Alamine Ousmane Mey se positionne comme garant de cette opération, en s'engageant à emprunter pour le compte des entreprises bénéficiaires, conformément aux

procédures en vigueur. En prélude à cette opération, la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts de Cameroun vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet conseil ou une banque d'affaires. Cette structure aura pour mission de fournir les prestations relatives à la structuration de l'emprunt, à la négociation des conditions les plus favorables, ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme fiable pour le suivi des projets et le remboursement de la dette.

Notons que ING Bank est une institution financière internationale de bancassurance d'origine néerlandaise, constituée en 1991 par la fusion entre la compagnie d'assurance Nationale Nederlandse et la banque à réseau NMB Postbank. Elle n'est présente dans aucun pays d'Afrique. Premier groupe bancaire des Pays-Bas, ING a vu son bénéfice net baisser de 0,8% au premier trimestre 2024, s'établissant à 1,58 milliard d'euros (plus de 1035,6 milliards de Fcfa). A l'inverse, le chiffre d'affaires a pour sa part, légèrement augmenté de 0,3% pour se situer à 5,58 milliards d'euros (plus de 3 657 milliards de Fcfa).

L'État donne une chance aux salariés de la banque

RACHAT DE COMMERCIAL BANK CAMEROON

Ça pourrait être la grande surprise de cette fin d'année dans le paysage bancaire camerounais. 8 ans après sa nomination au poste de Directeur Général de CBC, Léandre Djummo et son personnel ont déposé une offre auprès de Rothschild portant sur le rachat des 51% mis en vente par l'État du Cameroun qui contrôle actuellement 98% du tour de table. Dans le jargon financier, il s'agit d'un Management Buy-out. Celui-ci est assorti d'un montage financier solide qui implique notamment un doublement du capital de la banque avant son introduction en bourse.

R.O

Mandaté par l'État du Cameroun pour piloter la cession de 51% des parts de Commercial Bank Cameroon (CBC) à un privé, Rostchild & Co a déjà reçu plusieurs offres dont celle des salariés de la banque, a appris EcoMatin. Dans le jargon financier, il s'agit d'un Management Buy-out, c'est-



Léandre Djummo, DG de Commercial Bank Cameroon

à-dire le processus par lequel des dirigeants, des cadres et/ou une partie du personnel, s'associent pour devenir actionnaires majoritaires de leur entreprise. Il permet la transmission dans la continuité au management en place, tout en recherchant un équilibre équitable entre les parties.

Partenaires financiers

Détenu à 98% par l'État et à 2% par Allianz, l'établissement dirigé par Léandre Djummo pourrait donc tomber entre les mains de

ce dernier et ainsi que d'autres salariés réunis en consortium, mais ce n'est pas tout. Ne disposant pas des fonds nécessaires pour régler la transaction ces derniers ont fait appel à des partenaires financiers, externes, notamment des hommes d'affaires camerounais de premier rang. Ces derniers ont signé des lettres d'intention en vue de garantir leur investissement si l'offre est validée. En 3e rideau, les « managers » de CBC ont réussi à accrocher la garantie d'une importante banque de la place, qui apportera les financements

en cas de couacs. En somme, « un dossier en béton », qualifie une source proche du dossier. Montage financier D'après le schéma arrêté par l'État du Cameroun, 51% du capital de CBC doit être cédé à un privé. Une partie du reliquat (30%) devrait être cédée à la cote de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), l'État se réservant 17% des parts, en ayant au passage raflé un pactole conséquent par la cession de 81% des parts. Les offres recueillies jusqu'ici semblent respecter ce schéma mais celle des cadres de la banque jaune et noire semble plutôt particulière, impliquant une plus-value consistante pour Yaoundé. Le montage financier proposé suggère que les actionnaires actuels procèdent à une opération de doublement de capital par apports en numéraires, le faisant passer de 24 milliards actuellement à 50 milliards FCFA. Ceci permettra d'augmenter la valeur de l'entreprise. Les acquéreurs feront alors leur entrée au tour de table dans le cadre de cette opération en s'arrogeant 51% des parts. L'État, lui, conserverait une participation minoritaire (17%), mais mieux valorisée que le

98%
Actions

C'est la part que détient l'État dans le capital de Commercial Bank Cameroon.

cours actuel de l'action. Yaoundé touchera également un pactole plus consistant au terme de la cession des 30% restants à la bourse de Douala. « Cette offre me semble très bénéfique pour l'État car en plus de l'argent qu'il encaissera, la valeur de ses parts augmentera avec le doublement du capital », estime notre source.

Une offre de choix

Officieusement, l'objectif du Cameroun a toujours été de céder CBC à un repreneur local

ce qui place les dirigeants de la banque dans une position plutôt favorable. Mais au-delà, l'offre formulée a pour avantage qu'elle conduira à consolider les fonds propres de la banque ce qui lui permettra de renforcer ses opérations sur le marché camerounais. De plus en cédant à des acteurs qui ont contribué à redresser la banque, l'État serait rassuré quant à la continuité du management en place ainsi, la pérennité de l'activité, le maintien des collaborateurs et la qualité de la gouvernance. Des atouts qui ont permis à la direction actuelle de réaliser de belles performances. Classé septième banque camerounaise par la taille, son total bilan a progressé de 86,7 milliards de FCFA (+6,3%) en 2023, pour s'établir à 665,3 milliards de FCFA. Si ses dépôts ont progressé à 360 milliards de FCFA (+4,9%) entre ces deux derniers exercices, l'encours de ses crédits a par contre positivement évolué de 36 milliards FCFA milliards de FCFA(+8,4%) l'année écoulée, frôlant les 420 milliards de FCFA d'encours. Sa bonne santé se reflète aussi dans le bénéfice net de 2,7 milliards de FCFA (+0,1%) en 2023.

Le gouverneur de la Beac recadre Célestin Tawamba

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Le Centrafricain Yvon Sana Bangui rejette les accusations du président du patronat cameroun (Gecam), Célestin Tawamba, selon lesquelles les politiques monétaires restrictives de la banque centrale auraient accru les difficultés d'accès au crédit des entreprises.

Jean Omer Eyango

Lors de la cérémonie marquant la rentrée économique du patronat, le 18 septembre à Douala, le président du Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam), Célestin Tawamba, dressant la situation économique du pays à mi-parcours de l'année 2024, a déclaré que les politiques monétaires restrictives menées par la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) pour réduire l'inflation « auraient accru les difficultés d'accès au crédit des entreprises ». « Pour faire face à l'inflation qui a atteint 7,4% en 2023, la Beac a renforcé la politique monétaire d'austérité qu'elle mène depuis 2021 et qui est articulée autour de : la suspension des opérations d'injection de liquidité dans les banques ; l'intensification des opérations de reprises de liquidité ; les émissions de bons avec pour objectif de retirer de la liquidité dans les circuits bancaires ; ou encore les relèvements progressifs des taux directeurs », a ajouté le patrons des patrons

camerounais. Le gouverneur de la banque centrale commune aux 6 pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) désapprouve ces propos qui n'ont pas été étayés par le Gecam. Interpellé sur la question lors de la conférence de presse à l'issue de la troisième session ordinaire du Comité de politique monétaire de la Beac, le 23 septembre, Yvon Sana Bangui a indiqué que la déclaration de Célestin Tawamba était dénuée de vérité. « Les banques commerciales n'ont pas de difficultés majeures pour accéder au refinancement au niveau de la banque centrale. Ce sont plutôt les entreprises qui éprouvent des difficultés d'accès au crédit, auprès des banques commerciales », a-t-il commenté. Il explique par ailleurs que « pour toute demande de crédit portée par les banques commerciales, en plus des instruments de politique monétaire, nous disposons d'un guichet de refinancement ».

En clair, pour la Beac, le durcissement des conditions financières auquel les entreprises camerounaises font face et qui est loin d'être un problème conjoncturel n'est pas directement lié à la politique monétaire mises en place pour juguler l'inflation d'origine monétaire. Il faudrait sans doute aller chercher les causes des difficultés d'accès au crédit des agents économiques dans les faiblesses structurelles du système bancaire, en général. La note sur la situation des établissements de crédit produite

par le comité national économique et financier signale, par exemple, une forte augmentation du taux de créances brutes en souffrance au 31 décembre 2023, avec tout ce que cela peut constituer comme risques sur les provisions des banques. Ces créances brutes en souffrance sont de 51,6 % à la Banque camerounaise des Pme BC-PME, 38,4 % à la BICEC, 14,8 % à la Société générale Cameroun, 13,5 % à Ecobank, 13,5 % chez Banque Atlantique Cameroun, 13,3 % chez SCB, 13,3 % à NFC-Bank, 12,1 % chez Afriland First Bank, 11,9 % chez UBA, 6,3 % à la CBC, 5,7 % chez CCA-Bank, 5,2 % chez BGFIBank, 2,8 % à Bange Bank, 0,8 % à Citibank, 0,1 % à UBC et 0,1 % à Standard Chartered Bank. Le rapport 2023 de l'institut d'émission, publié en août, était davantage les propos du gouverneur, dans un contexte marqué par une forte hausse des besoins de refinancement des banques commerciales en activités au sein de la Cemac. Celui-ci renseigne qu'au 31 décembre 2023, la moyenne mensuelle des avances octroyées par la Beac au système bancaire sous-régional, toutes opérations confondues, s'est accrue à 924,8 milliards Fcfa, contre 529,3 milliards Fcfa un an plus tôt. Le document explique cette situation, notamment, par l'augmentation de la demande des établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la banque centrale, y compris sur le guichet spécial de refinancement.

Le Congolais Guy Noel Londongo nommé Directeur général adjoint du Gimac

CEMAC

Le promu prend ses fonctions à un moment crucial pour l'institution, marquée par une forte croissance des transactions électroniques grâce à la plateforme GimacPay, lancée en 2020.

Bénédict Ngono

Le 20 septembre 2024, Guy Noël Londongo, un expert congolais en gestion des finances publiques, a officiellement pris ses fonctions en tant que Directeur général adjoint (DGA) du Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale (Gimac). Sa nomination par Yvon Sana Bangui, gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer les capacités du Gimac, institution clé pour le développement des services de paiement électronique en zone Cemac. Créé en 2012, le Gimac est un acteur majeur dans l'intégration des systèmes monétiques en Afrique centrale. Avec 99% de son capital détenu par la Beac, l'institution a pour mission d'optimiser les infrastructures de paiement dans la sous-région, contribuant ainsi à l'inclusion financière. Lors de la cérémonie d'installation, le Secrétaire général de la Beac, Miguel Engonga Obiang Eyang a rappelé que le poste de DGA, nouvellement créé, s'inscrit dans ce cadre : « Nous souhaitons que le Gimac puisse décloisonner les



Le Congolais Guy Noël Londongo

services de paiement afin de favoriser l'inclusion financière dans la Cemac ».

Une croissance exponentielle des transactions monétiques

Le choix de Guy Noël Londongo, également Directeur du Système d'Information au ministère des Finances et du Budget du Congo, intervient à un moment stratégique. Le Gimac a en effet connu une hausse spectaculaire de ses transactions grâce à la plateforme GimacPay, lancée en 2020. Cette solution permet d'effectuer des transferts instantanés entre comptes de mobile money à travers la Cemac, facilitant ainsi les échanges financiers transfrontaliers. Les chiffres témoignent de cette progression. En 2022, le Gimac a enregistré 10 millions de transactions pour une valeur cumulée de 395 milliards de Fcfa. Comparé à 2020, cela représente une augmentation de 233% en seulement deux ans. Depuis le début de ses activités en 2015, la plateforme a traité 27 millions

de transactions, totalisant 1 110 milliards de Fcfa. L'essentiel de ces flux concerne les transferts mobiles, qui ont représenté 73% des opérations en 2022, tandis que les transactions par carte bancaire comptaient pour 27%.

Les défis à venir pour le nouveau DGA

Face à cette montée en puissance, le Gimac doit non seulement maintenir son rythme de croissance, mais également répondre aux besoins croissants des utilisateurs. Guy Noël Londongo est conscient des enjeux : « Il est de notre devoir de ramener la sérénité dans cette institution cruciale pour notre sous-région en matière d'inclusion financière. Ma mission est de collaborer étroitement avec le directeur général pour garantir la stabilité et l'efficacité de notre action », a-t-il déclaré. Le nouveau DGA aura notamment pour tâche de consolider l'architecture technologique du Gimac et de superviser le développement de nouveaux services monétiques.

Maurel & Prom accélère son expansion sur le marché pétro-gazier gabonais

HYDROCARBURES

Le pétrolier français a enregistré 2 avancées notoires dans ses opérations entre fin juin et mi-septembre notamment la signature d'un contrat d'exploitation et de partage de production (Cepp) avec le gouvernement pour un prospect gazier situé dans le sud du pays et la découverte d'un nouveau puit sur le champ onshore d'Ezanga, qu'il exploite déjà.

Vicky Bagal

Depuis le début du second semestre de l'année en cours, l'entreprise pétrolière française Maurel & Prom (M&P) a mis un coup d'accélérateur à son plan d'expansion sur le marché pétro-gazier gabonais. De sources officielles, le pétrolier tricolore contrôlé par la compagnie publique indonésienne Pertamina a enregistré 2 avancées notoires



Des installations de M&P au Gabon

dans ses opérations entre fin juin et mi-septembre notamment la signature d'un contrat d'exploitation et de partage de production (Cepp) avec le gouvernement pour un prospect gazier situé dans le sud du pays et la découverte d'un nouveau puit sur le champ onshore d'Ezanga, qu'il exploite déjà.

Pour le premier point, il s'agit d'un accord Cepp signé avec le gouvernement gabonais le

17 septembre dernier portant sur la mise en exploitation et production du bloc pétro-gazier EF9 d'une superficie de 1074,50 km². Il faut savoir que ce bloc a été opéré il y a 10 ans auparavant par M&P qui l'a concédé aux autorités prétextant que le développement du projet s'était révélé « complexe ». Ainsi, la reprise de cet actif pétrolier permettra à M&P de rehausser sa production estimée à 15 526 barils par jour (b/j) au

1er semestre de 2024 (contre 14 937 b/j au 2nd semestre de 2023) et de se lancer dans la production de gaz. Des informations récemment publiées par la Direction générale des hydrocarbures (DGH) du Gabon, il sera question pour M&P d'installer un nouveau pipeline pour acheminer le gaz produit vers la ville de Lambaréné et établir une connexion au réseau économique vers Libreville et Port-Gentil. L'entreprise renseigne également qu'un investissement de 6,4 milliards de Fcfa est prévu pour la période d'exploration (8ans) dont 3,5 milliards pour retraiter les données sismiques 2D existantes et construire un forage d'un puits ferme sur 5 ans et 2,9 milliards pour l'acquisition de 30 km de sismique 2D et le forage d'un puits.

Renforcer sa position

Les évolutions du marché gazier gabonais ont ouvert de nouvelles perspectives pour M&P qui a officialisé la découverte

du champ d'Ezoe sur le champ onshore d'Ezanga et dont les réserves sont estimées jusqu'à 1,5 million de barils. Déjà mis en production, ce nouveau champ a permis de porter à 22 000 b/j le potentiel productif du bloc dont 80% revient à M&P. Cette découverte entre dans le cadre d'un programme de forages pour le développement d'environ 10 nouveaux puits par an sur le permis en production d'Ezanga mis en place par le groupe afin de renforcer ses opérations sur le marché pétro-gazier domestique. Pour ce faire, le groupe entend « augmenter rapidement » ses investissements dans ce pays où son chiffre d'affaires a atteint 243 milliards de Fcfa (+38 %) au 1er semestre 2024, avec environ 10 milliards investis dans le renouvellement des licences et les opérations d'exploration.

Ces actions qui devraient permettre à l'entreprise d'augmenter ses parts de marché au Gabon surviennent après sa mise à l'écart dans l'opération de rachat

des actifs d'Assala Energie en juin dernier pour laquelle l'Etat gabonais avait décidé de faire appliquer son droit de péremption. En effet, dans ce pays de la Cemac la junior pétrolière détient un peu plus de 10% des parts de marché. Selon les données du rapport 2021 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie), Perenco, Assala (actuellement détenue par Gabon Oil Compagny) et Maurel & Prom contrôlaient 73,9% de la production pétrolière du pays avec 54 millions de barils de pétrole sur les 73,2 millions de barils produits par l'ensemble des opérateurs en 2021 [avec seulement 7 millions de barils pour M&P].

Soulignons qu'au Gabon, le pétrole représente la principale source de revenus des recettes budgétaires du Gabon. Le pays dispose de 96 blocs identifiés dont seuls 17 blocs sont opérés, dont 07 en mer et 12 blocs à terre et 79 restent libres et en attentes d'investisseurs.

Une usine de transformation de cacao d'une capacité annuelle de 32 000 tonnes en gestation

AGRO-INDUSTRIE

L'infrastructure qui sera construite dans la ville de Douala pour un coût de 29 milliards de Fcfa fait partie d'une liste de 5 projets qui bénéficieront d'un financement du groupe néerlandais ING Bank.

Vicky Bagal

La Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts de Cameroun (Capef) projette la construction d'un complexe de production et de transformation de cacao dans la ville de Douala. Ce complexe industriel dont la réalisation nécessite un budget de 29 milliards de Fcfa sera implanté à Bonaberi, un quartier de l'arrondissement éponyme encore appelé Douala IV selon les informations de l'Agence de régulation des marchés publics (Armp).

D'une capacité annuelle de transformation projetée de 32 000 tonnes de fèves de cacao, cette usine va s'approvisionner auprès d'une organisation de 13 800 producteurs de cacao structurée par les soins de la Capef. Ce projet fait partie d'une liste de 5 projets financés grâce à un accord signé avec le groupe néerlandais ING Bank dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale d'import-substitution initiée par le pays depuis 2020 et devra injecter du chocolat, de la poudre de cacao, de la confiture, des tourteaux ou encore du beurre de cacao dans le marché local. Ledit complexe entre ainsi dans une liste de projets similaires



Cacao et dérivés

annoncés au Cameroun depuis 2022. Pour le compte de cette année 2024, deux usines sont déjà annoncées notamment celle du groupe Puratos à Ebolowa, la capitale de la région du Sud Cameroun et la chocolaterie Chocolat Rouge du Français Olivier Bordais prévue à Obala, région du Centre. En 2023, l'Etat annonçait également la construction d'une usine de transformation de cacao dans la commune d'Ebolowa II, financée par la Chine pour laquelle il n'y a toujours pas de suite.

Une fois opérationnelle, la nouvelle usine viendra trouver un marché fortement concurrentiel dont l'activité est portée par la Sic Cacao, enseigne locale du Suisse Barry Callebaut qui contrôle 70% de parts de marché avec une capacité de 56 000 tonnes. Ou encore Chococam, filiale du Sud-africain Tiger Brands (50 000 tonnes), Atlantic Cocoa de l'Ivoirien Koné Dossongui (48 000 tonnes extensibles à 64 000 tonnes), Neo Industry du Camerounais Emmanuel Neossi

(32 000 tonnes qui seront étendues à 42 000 tonnes durant l'année en cours), l'italien Ferrero Group (1 000 tonnes) et le camerounais Africa Processing Company (APC).

Soulignons que, malgré la célérité avec laquelle les usines de transformations (qui sont pour la plupart privées) sont créées et la bonne tenue des activités du secteur, le Cameroun peine toujours à transformer son propre cacao. En effet, durant la campagne cacaoyère 2023-2024, Yaoundé a transformé 85 789 tonnes de cacao environ 32% des 266 725 tonnes commercialisées pour une capacité de transformation installée avoisinant 190 000 tonnes. Pour l'exercice 2023, le Cameroun a exporté 73 236 tonnes de produits dérivés du cacao, dont 49 411 tonnes de pâtes de cacao et 23 825 tonnes de beurre de cacao générant des revenus globaux de 153 milliards de Fcfa, selon les données de l'Institut national de la statistique (INS).

MTN dénonce les lacunes de Camtel

GESTION DE LA FIBRE OPTIQUE

Alors que l'opérateur public des télécoms accuse ses concurrents du secteur privé de dégrader la qualité de l'internet au Cameroun, la compagnie sud-africaine riposte en pointant une gestion défaillante de la fibre optique.

A.W.

La crise dans le secteur des télécommunications au Cameroun prend des proportions pour le moins inattendues depuis que Camtel, l'opérateur public, s'en est vertement pris à MTN et Orange en les accusant de contribuer à la détérioration de la qualité de la connexion internet. « Certains opérateurs, du fait du nombre élevé de leurs abonnés et de l'insuffisance des actions entreprises pour la fluidité de leur trafic, se heurtent à des congestions qui dégradent la qualité de service de leurs réseaux », a récemment indiqué l'opérateur historique des télécoms au Cameroun dans un communiqué de presse.

Face à ces allégations, la filiale du géant sud-africain des télécoms MTN a réagi vigoureusement, dénonçant ce qu'elle considère comme de la désinformation et mettant en lumière les véritables causes de la crise actuelle. Dans cette guerre de communiqués, l'entreprise que dirige la Zambienne Mitwa Ng'ambi fait connaître que la situation est particulièrement préoccupante dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua, où une double coupure de la fibre optique sur les segments Touboro - Madingri et Wanibanda-Ngouna perturbe gravement les services de MTN. Entre autres conséquences, ces



La Direction générale de Camtel au Cameroun

interruptions entraînent des appels interrompus et une réduction significative de la vitesse de connexion ; ce qui impacte l'expérience de milliers d'utilisateurs.

Dans son communiqué, MTN assène que Camtel, en tant que détenteur du monopole de la gestion de la fibre optique au Cameroun, est le principal responsable de toute instabilité de cette infrastructure essentielle. « Camtel est l'opérateur auquel l'Etat du Cameroun a accordé le monopole de la gestion de la fibre optique. Camtel est donc chargé par l'Etat de mettre cette ressource essentielle à la disposition des autres opérateurs afin de fournir aux usagers des services de communications électroniques de qualité. Le moindre incident sur la fibre optique affecte directement les services voix et internet des opérateurs », lit-on. Des données révèlent qu'au cours de l'année écoulée, le nombre de coupures de fibre optique a augmenté de plus de 40%. Et depuis août, la fréquence des interruptions a atteint une moyenne de deux coupures par jour. L'impact de cette situation est bien réel : selon des études récentes, plus de la moitié des utilisateurs de services de téléphonie mobile et d'internet au Cameroun se plaignent d'une

mauvaise qualité de connexion.

Supers profits

L'année dernière, l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) a infligé des amendes d'un montant global de 6 milliards de Fcfa aux opérateurs de téléphonie mobile au Cameroun, notamment MTN, Orange, Viettel, ainsi qu'à l'opérateur para-public Camtel, en raison de la mauvaise qualité de leurs services et des tarifs appliqués aux consommateurs. Si le rapport qualité/prix est encore loin de l'équilibre, il apparaît clairement que les opérateurs, eux, réalisent de supers profits d'année en année. Selon les chiffres de l'ART, MTN et Orange Cameroun dominaient largement le marché en 2022, avec près de 98,59 % des parts cumulées. MTN, filiale sud-africaine, s'est maintenue en tête pour la troisième année consécutive, captant 51,22 % du marché, soit 298,9 milliards de Fcfa de revenus, contre 276,5 milliards pour Orange (47,37%) et 8,2 milliards pour Camtel. Ce succès repose sur une forte pénétration de MTN dans tous les segments, notamment la voix, les SMS, l'internet et le Mobile Money. Avec plus de 10,6 millions d'abonnés, MTN détient 50,85% du parc d'abonnés, contre 46,44 % pour Orange et 2,71% pour Camtel.

« Chaque jour qui passe complique davantage le retour à la normale des activités de Fly ZeJet »

CHRISTOPHE SEMENGUE

Fly ZeJet, jeune compagnie aérienne camerounaise, fait face à de sérieuses turbulences internes depuis avril 2024. La société, qui avait pour ambition de révolutionner le secteur aérien en Afrique centrale, est empêtrée dans un conflit d'actionnaires qui paralyse ses activités. L'issue de ce conflit décidera du sort de cette société qui, à défaut d'avoir révolutionné les cieux, risque de ne jamais reprendre son envol malgré des démarches entreprises pour trouver un compromis.

Vicky Bagal



Des agents d'Assala Energy sur un champ pétrolier au Gabon

Fondée en 2021 avec l'ambition de révolutionner le secteur aérien en Afrique centrale, Fly ZeJet, de Christophe Semengue, n'a jamais véritablement décollé comme prévu. Les divergences entre les principaux actionnaires sur des questions stratégiques et de gestion ont rapidement sapé la croissance de la compagnie. Pourtant après seulement quelques mois d'activités, la jeune compagnie pouvait se targuer d'un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de Fcfa et de plus de 15 000 passagers transportés, couvrant plus de 20 pays et desservant 39 aéroports.

La société privée, qui espérait s'imposer comme un acteur clé du transport aérien régional a cessé toute activité depuis plusieurs mois. « C'est une véritable catastrophe économique sans pareil qui se produit avec la collaboration passive de tout l'écosystème », déplore le fondateur de Fly ZeJet. Sa flotte composée de trois Embraer ERJ 145, des appareils brésiliens d'une capacité de 40 places, est clouée au sol. La situation est d'autant plus critique que l'entreprise accuse des retards de paiement auprès de ses fournisseurs tandis que son personnel se trouve dans une incertitude totale. Selon des indiscrétions parvenues à EcoMatin, une partie des employés aurait d'ores et déjà démissionné. Joint par le journal, l'ancien élève de HEC Paris dit n'avoir aucune information à ce sujet. « Depuis juillet 2024, j'essaie d'obtenir des informations auprès du Conseil d'administration, mais je fais face à un mutisme sans précédent. Toutes mes sollicitations par voie d'huissier, suivant les dispositions réglementaires du Pacte des actionnaires, adressées au Président du Conseil d'administration et à l'ensemble des administrateurs sont restées vaines. J'en déduis que la tendance n'est pas à l'apaisement ».

Une piste fragile

Malgré ce climat tendu, des signes de reprise se profilent à l'horizon, bien que les chances de voir redécoller la compagnie

1,2 milliards de Fcfa

En quelques mois d'activité, la compagnie aérienne privée Fly ZEJET a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de Fcfa avec un peu plus de 15 000 passagers transportés.

s'amincissent de jour en jour. Selon nos sources, des pourparlers ont été entamés « au plus haut niveau » pour tenter de ramener les principaux actionnaires à la table des négociations. L'objectif : sauver cette compagnie qui représentait une lueur d'espoir pour le secteur aérien camerounais. « À ce stade, les nouvelles constantes montrent une volonté de relancer Fly ZeJet. Les efforts déployés en haut lieu visent à réconcilier les deux camps. La faillite ou le dépôt de bilan ne sont pas, pour l'instant, à l'ordre du jour ».

L'ancien cadre d'Air France confirme en effet que : « Des négociations ont effectivement été engagées par diverses sources indépendantes et uniquement soucieuses de l'intérêt économique du Cameroun. Cependant, force est de constater que certaines des parties ne semblent pas disposées à une quelconque entente amiable ». A ce dernier de préciser que : « Toutes les pistes de sortie de crise ont été déposées sur la table des parties depuis le mois de mai 2024. Faut-il croire que, près de six mois après, elles sont encore en cours d'analyse ? Dans l'industrie, les délais de réaction ou de décision se mesurent en minutes et certainement pas en mois. À titre d'illustration, on n'a jamais vu

un avion décoller pour un vol de six mois. Si après quelques dizaines de minutes on perd le contact avec l'appareil, il faut s'en inquiéter. Un actionnariat qui met des mois à arrêter une position stratégique n'est pas du tout adapté à cette industrie. »

À mesure que les négociations avancent à pas de tortue, l'avenir de la compagnie privée semble se dessiner en pointillés et un retour à la normale n'est pas pour bientôt. « Chaque jour qui passe est un jour de plus, un jour de trop, une difficulté accrue dans un éventuel retour à la normale », explique Semengue. Selon lui, « la vocation de ZeJet n'a jamais été de se positionner en alternative à la compagnie nationale, mais plutôt de venir en complémentarité, dans l'objectif de booster le secteur de l'aviation commerciale au Cameroun et dans la sous-région. Malgré les restrictions "injustes" qui nous ont été imposées, et qui malheureusement sont contraires aux dispositions de la loi 2013/010 du 24 juillet 2013 portant régime de l'aviation civile au Cameroun (en son article 106), ainsi qu'à la loi n° 98/013 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence, ZeJet a su se positionner – en seulement 9 à 12 mois d'activité – comme un acteur incontournable du transport aérien en Afrique centrale avec des chiffres prometteurs ».

Aux origines

Le conflit interne qui a éclaté au sein de la compagnie est né de désaccords stratégiques. Christophe Semengue, actionnaire à hauteur de 37,5 %, voyait en Fly ZeJet un suppléant au pavillon national, visant à offrir des services aériens accessibles et à saisir les opportunités tant sur les marchés nationaux que sous-régionaux. À l'opposé, Christian Matanga, fils de l'ancien ministre des Relations extérieures Claude Matanga mais aussi ami d'enfance et proche collaborateur de Franck Biya et représentant de Global Trade Corporation Sarl (GTC Sarl) détenteur de 50 % des parts, prônait une collaboration avec Camair-Co allant jusqu'à proposer la location ou la vente des appareils de Fly ZeJet à cette dernière. « La compagnie

aérienne nationale n'a jamais été favorable à la création de ZeJet », affirme l'ingénieur.

Ce différend a conduit à l'éviction, le 5 avril 2024, de Christophe Semengue, alors Administrateur Directeur Général de la compagnie, remplacé par Max Mve Minsi, accentuant la « crise latente au sein du conseil d'administration ». Malgré les tentatives du fils du général de faire annuler cette décision devant les tribunaux, la situation n'a cessé de se dégrader. Le conseil d'administration s'est retrouvé scindé en deux camps, cristallisant les tensions.

Le sort du fondateur de Fly ZeJet n'aurait pas été scellé sans l'im-

plication de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps), détentrice de 12,5 % du capital de la compagnie. La participation de ce fonds public dirigé par Noël Alain Olivier Mekulu Mvondo Akame, a été cruciale dans le basculement de la majorité du conseil d'administration en faveur des adversaires de l'ingénieur. Selon Jeune Afrique, « elle (la Cnps) bénéficie de deux votes sur cinq lors des délibérations du conseil d'administration en échange de la mise en place d'une convention de compte courant associé ». Après plusieurs hésitations, Mekulu a fini par se désolidariser de Christophe Semengue, faisant basculer la majorité en faveur des adversaires de l'entrepreneur. Justifiant son

choix, apprend-on de la même source, « par le fait que la gestion de Semengue n'était pas exempte de tout reproche ».

A ce sujet, Semengue précise que « malheureusement, comme c'est souvent le cas dans nos environnements, les considérations politiques priment sur les intérêts purement économiques. L'histoire retiendra que tous les acteurs de l'écosystème aéronautique de la Cemac ont salué l'arrivée du tout premier opérateur aérien privé régulier ZeJet du Cameroun à l'exception de ses propres actionnaires camerounais ». Nos tentatives pour rentrer en contact avec Christian Matanga sont restées vaines.

Cameroon Tyres Factory SA (Antoine Ndzengue) va renforcer ses activités grâce à une fusion clé en cours

PNEUMATIQUES

Le groupe Neptune Oil amorce une fusion stratégique entre Cameroon Tyre Factory SA (CTF SA) et Cameroon Tyre Factory Project SA (CTF Project SA). Cette opération vise à renforcer la distribution et à préparer l'exportation des pneus neufs en attendant l'ouverture annoncée d'une usine de production à Bekoko dans le Littoral.



A.M.

Cameroon Tyre Factory SA (CTF SA) et Cameroon Tyre Factory Project SA (CTF Project SA) ne seront plus ce qu'elles étaient. Ces deux filiales du groupe Neptune Oil, respectivement spécialisées dans la distribution de pneus « Double Star » et la production de pneus (Afri Star), viennent d'entamer une opération de fusion-absorption de la première par la seconde. L'objectif est de permettre à CTF SA, société au capital de 1 milliard de Fcfa, d'accélérer la distribution de pneus neufs et de mieux se préparer à l'exportation, tout en réalisant des économies substantielles grâce à cette fusion. CTF Project SA, société plus modeste avec un capital de 100 millions de Fcfa, mais riche en potentiel, apportera son réseau et son expertise, renforçant l'assise de l'entité absorbante sur les marchés local et international. Selon les informations auxquelles nous avons eu accès, le bilan des deux sociétés impliquées dans cette fusion montre une situation favorable pour Cameroon Tyre Factory SA. Les actifs de CTF SA ont été évalués à 15,85 milliards de Fcfa, tandis que son passif exigible s'élève à 5,98 milliards de Fcfa. Ainsi, l'actif net de la société atteint 9,87 milliards de FCFA, confirmant la solidité financière de

CTF SA dans cette opération. De son côté, CTF Project SA augmentera son capital social en émettant 1 525 206 nouvelles actions d'une valeur nominale de 10 000 Fcfa chacune, portant ainsi son capital total à 15,25 milliards de FCFA. Cette augmentation de capital permettra à CTF Project SA de rémunérer l'apport de Cameroon Tyre Factory SA et de mieux se positionner sur le marché. L'opération de fusion engendrera une prime de fusion de 706 803 Fcfa, qui sera totalement assimilée aux anciennes actions de CTF SA. Les nouveaux actionnaires bénéficieront des mêmes droits et charges que les actionnaires actuels. Le projet de fusion-absorption est cependant soumis à plusieurs conditions suspensives, notamment l'approbation de l'opération par les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés. Les actionnaires devront se prononcer sur cette fusion avant le 26 octobre 2024, date limite pour finaliser l'opération. Cette fusion-absorption s'inscrit dans une dynamique plus large portée par le groupe Neptune Oil, sous l'impulsion de son promoteur, Antoine Ndzengue. En effet, en avril 2023, Ndzengue annonçait un projet de construction d'une usine de production de pneus à Bekoko, dans la banlieue ouest de Douala. D'une capacité annuelle de 4,6 millions d'unités, l'usine devrait générer 2 500 emplois directs. Le coût de l'investissement est

estimé à plus de 500 milliards de Fcfa. Selon CTF, le projet bénéficie également du soutien technique de l'entreprise finlandaise Black Donuts. Le producteur public de caoutchouc, la CDC, fait également partie des partenaires. Les producteurs locaux de caoutchouc (CDC, Sudcam, Plantations du Sud, Hevecam...) devraient fournir la matière première. Selon nos informations, le chantier de construction de CTF Project a débuté cette année 2024. La fin des travaux de la première phase de l'usine est prévue pour 2026. La commercialisation des pneus sortis de ladite usine est fixée en 2027. La seconde phase des travaux, elle, devrait être lancée en 2028 pour s'achever en 2029 afin d'avoir la capacité installée totale disponible. « En attendant que l'usine soit opérationnelle, les deux entités sont désormais une », confie une source fiable. Une fois réalisée, l'usine permettra de réduire significativement la facture des importations. Selon l'Institut national de la statistique (INS), le Cameroun a importé en 2022 près de 23 164 tonnes de pneus neufs pour 32,6 milliards de FCFA, avec une légère diminution par rapport à 2021. D'autant plus que depuis le 19 mars 2024, la valeur imposable des pneus neufs importés au Cameroun a été réduite de 10 %, une mesure du ministre des Finances, Louis Paul Motaze, prise pour une durée de six mois renouvelables.

BGFIBank Cameroun soutient le centre d'hémodialyse de l'Hôpital Général de Douala

SANTÉ

A travers un important don de matériels et un accompagnement financier, l'établissement bancaire entend contribuer à l'amélioration des conditions de prise en charge des patients atteints d'insuffisance rénale.

Jean Omer Eyango

Le 19 septembre dernier, BGFIBank Cameroun, par le biais de son Administrateur Directeur Général (ADG) Abakal Mahamat, accompagné de son Directeur Général Adjoint Hyacinthe Opira, a offert plusieurs équipements au centre d'hémodialyse de l'Hôpital Général de Douala, capitale économique du Cameroun. La formation hospitalière de référence a ainsi gratuitement reçu du matériel de soins (balance multifonctions, boîtes de gants de soins et stériles) ; des appareils (climatiseurs, ventilateurs muraux) et des chaises pour meubler la salle d'attente. « Nous avons décidé de venir au centre d'hémodialyse



de l'Hôpital Général de Douala pour apporter notre modeste contribution, afin que les conditions d'accueil et de soins des patients soient améliorées », a indiqué l'ADG de BGFIBank Cameroun.

L'initiative réalisée dans le cadre de l'action sociale de l'établissement bancaire, l'image de la Fondation BGFIBank, s'est accompagnée de l'ouverture

d'une caisse dédiée à soutenir la totalité des frais médicaux des malades en situation de difficulté financière. « Les enfants et adolescents en situation précaire ne parviennent pas toujours à régler les frais des soins qui doivent leur être administrés. L'accompagnement numéraire va permettre aux adolescents d'avoir des soins entièrement pris en charge », souligne Abakal Mahamat,

l'ADG de BGFIBank Cameroun.

Ces dons font l'objet d'une joie particulière pour les patients et responsables du centre qui ont donné assurance aux patrons de l'établissement bancaire que l'usage sera utile et efficient. « On va déployer ce soutien de la manière classique; tout ce qui est don en nature sera installé. Tout ce que nous avons reçu sont des besoins réels que

nous avons exprimés à la Banque qui y a répondu. Chaque fois que nous serons en rupture nous allons avoir recours à ces kits », a exprimé Pr Marie Patrice Halle, Chef Service Hémodialyse et Néphrologie. Soulignons que BGFIBank Cameroun accompagne l'Etat dans sa mission régalienne depuis 10 ans déjà. L'année dernière, cette filiale de BGFIBank Holding Corporation a offert un

groupe électrogène et construit un système d'adduction d'eau à l'Hôpital Laquintinie de Douala. Elle a également contribué à améliorer la qualité de la prise en charge au sein de l'Hôpital de District de Dibombari en aménageant le service des urgences, d'une salle de travail au service de maternité; la construction d'une salle d'attente au niveau du laboratoire; la création d'une banque de sang; et l'octroi d'équipements divers. « L'Etat ne peut pas tout faire. Il était important pour nous, entreprise citoyenne, d'apporter notre petite pierre à l'édifice pour accompagner l'Etat dans cet élan », souligne Abakal Mahamat.

C'est donc à l'image de la Fondation BGFIBank, que BGFIBank Cameroun s'est engagée auprès des patients atteints d'insuffisance rénale. Une réalisation supplémentaire pour le bien-être des populations qui laisse entrevoir des actions sociales à venir.



4 204,9 milliards de Fcfa

Budget

Dans sa loi de finances rectificative pour l'exercice 2024, le Gabon a voté un budget de 4 204,9 milliards de Fcfa hausse de 602,6 milliards (+16,7%) par rapport à 2023.

7 099,86 milliards de Fcfa

Dette publique

Le Gabon déclare une dette de 7 099,86 milliards de Fcfa à fin août 2024 par rapport à 7 287,5 milliards de Fcfa à la même période en 2023 soit 187,6 milliards en moins.

40%

Investissement public

C'est la proportion du budget de l'Etat que l'investissement public au Cameroun vise en 2030. En 2024, on n'est qu'à 24,8%.

Les chiffres clés d'une première année de transition au Gabon**DETTE, SUBVENTION, RECETTES...**

Malgré un taux d'endettement qui menace de franchir la norme communautaire (70%), le ministère gabonais de l'Economie et des Participations se félicite des recettes fiscales-douanières ayant largement dépassé l'objectif au cours des 12 derniers mois. Les inquiétudes du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale n'ont pas empêché le pays de Brice Clotaire Oligui Nguema de dépenser près de 60 milliards de Fcfa pour la subvention des produits pétroliers et la vie chère. Un argument de poids à l'approche de l'élection présidentielle?

Marius Zogo

Le Gabon, l'un des six pays de la Cémac a vu se positionner à sa tête le 30 août 2023, le Général Brice Clotaire Oligui Nguema à la suite d'un coup d'Etat qui destituait Ali Bongo Ondimba qui a passé 14 années sur le fauteuil présidentiel. Au terme de sa première année de Transition, le nouvel homme fort du Gabon dresse son bilan économique par l'entremise du ministère de l'Economie et des Participations. 1 123 milliards de Fcfa de recettes fiscales. Selon les chiffres compilés dans un document consulté par EcoMatin, le ministère de l'Economie au



Gabon revendique des recettes fiscales de l'ordre de 1 222,9 milliards de Fcfa entre septembre 2023-août 2024 (12 mois). Ce montant a été collecté sur un objectif de 861,13 milliards de Fcfa soit un taux de réalisation de 130,4% en un an. Le pic a été atteint en avril 2024 avec une somme de 130,72 milliards de Fcfa. Le gouvernement de Transition doit cette performance à la progression fulgurante du nombre d'entreprises dans le pays. La preuve, à fin juin 2024, 996 entreprises ont été enregistrées contre 883 créées un an plus tôt soit une progression de 12,8% en glissement annuel.

Près de 500 milliards de recettes douanières

Les chiffres font état de 483,8 milliards de Fcfa de recettes douanières au cours de la période sous revue sur les 402 milliards de Fcfa attendus soit une réalisation de 120,3%. Ces résultats

sont soutenus entre autres par le contentieux douanier et les recettes issues des contrôles et inspections des équipes de la Direction générale des douanes. A l'observation, depuis septembre 2023, les objectifs assignés aux Impôts et aux douanes ont été dépassés sur chaque mois.

Plus de 3 000 milliards de Fcfa des investisseurs

Avec un budget de 4 204,9 milliards de Fcfa dans la loi de finances rectificative de l'exercice 2024, en hausse de 602,6 milliards de Fcfa (+16,7%) comparés aux 3 602,3 milliards de Fcfa en 2023, le gouvernement de Libreville a pris part à la première édition du Forum Gabon-France où il a mobilisé auprès des investisseurs 1,100 milliard de dollars soit environ 739 milliards de Fcfa. De plus, au terme du 4e Forum sino-africain tenu en début septembre dernier à Beijing, le Gabon a capté 4,3

milliards de dollars d'investissement directs étrangers (environ 2 500 milliards de Fcfa). L'utilité de ces importantes ressources financières (3 239 milliards de Fcfa) est cependant attendue dans la modernisation des infrastructures routières, le relèvement de la productivité agricole, le renforcement du réseau de production et de distribution d'eau et d'électricité, etc.

Une dette de 7 100 milliards de Fcfa

Le ministère de l'Economie déclare une dette publique de 7 099,86 milliards de Fcfa à fin août 2024 par rapport à 7 287,5 milliards de Fcfa à la même période en 2023. Ramené au PIB estimé à 12 652,63 milliards de Fcfa, ce chiffre représente 56,11%. Le ratio est avancé comparativement au Cameroun 42,9% du PIB à fin mars 2024. Même si les projections du FMI à son endroit ne sont pas optimistes à ce propos (un taux d'endettement de plus de 70% en 2024, Ndlr) la dette du Gabon reste soutenable (moins de 70%). Pour autant, le gouvernement gabonais dit avoir réglé 1 148,10 milliards de Fcfa de sa dette entre le 1er septembre 2023 et le 31 août 2024 dont 806,10 milliards de Fcfa pour les remboursements en principal et 342 milliards de Fcfa d'intérêt.

Plus de 6 milliards de Fcfa pour subvention la vie chère

En instaurant une nouvelle

mercuriale, l'Etat gabonais a renoncé à une importante somme d'argent pour alléger la vie des ménages en faisant réduire les prix des produits de grande consommation tels que le ciment, le poisson, le poulet, etc., la baisse du prix du billet d'avion, le sable. Pour cette cause, Libreville revendique 6,317 milliards de Fcfa débloqués pour soutenir les opérateurs économiques afin d'atténuer le taux d'inflation ressorti à 2,3% en 2023 contre 7,4% pour le Cameroun voisin.

51 milliards de Fcfa pour soutenir les prix à la pompe

Malgré les inquiétudes de la Banque mondiale et même du FMI, le Gabon continue de subventionner le prix des produits pétroliers. Alors que le Cameroun a procédé à deux hausses consécutives du prix à la pompe, le Gabon procède plutôt autrement. La preuve, le pays a baissé de 10 Fcfa le prix du carburant par litre tandis que le prix du pétrole lampant a été maintenu à 450 Fcfa (contre 350 Fcfa au Cameroun). Ce qui a valu au Gabon, une subvention de 51,03 milliards de Fcfa entre septembre 2023 et août 2024. Bien plus, le prix d'une bouteille à gaz domestique a subi une diminution de 1 000 Fcfa pour s'établir à 4 950 Fcfa depuis janvier 2024. Cette réduction engendre des dépenses de 2,5 milliards de Fcfa à l'Etat gabonais chaque mois.

Un argument de poids ?

Globalement, le gouvernement gabonais dit avoir effectué 70 réalisations en un an, lesquelles devraient en principe avoir un impact positif sur l'économie de la Nation. Dans la foulée, l'on peut noter : l'acquisition par l'Etat de 35% du capital social de la société Agro Business Group (ABG), l'acquisition de 56% des actions d'Afrijet par l'Etat, le décret réservant les marchés publics dont le montant est inférieur à 150 millions de Fcfa aux PME gabonaises ect. Brice Clotaire Oligui Nguema ne s'est pas encore officiellement déclaré pour l'élection présidentielle prévue pour août 2025 mais les performances supra indiquées pourraient par anticipation, plaider en la faveur et servir d'arguments à l'homme de 49 ans. Au cours d'une tournée républicaine du président de la Transition le 12 août 2024, le délégué spécial de la commune de Libreville Judes Ibrahim Rapontchombo a clairement appelé le successeur d'Ali Bongo à déposer sa candidature pour le scrutin à venir. « Dès maintenant, les librevilloises et librevillois, dans leur diversité complexe, appellent à voter massivement pour le Oui lors du prochain référendum et expriment très profondément, du haut de cette tribune, et de manière solennelle, leur désir de vous voir porter comme candidat à la prochaine élection présidentielle », rapporte Gabon Media Time, les propos de a souhaité l'édile.

Les pistes du gouvernement pour rehausser le niveau d'investissement public**CAMEROUN**

Dans le budget de l'exercice 2024, l'investissement public ne représente que 24,8% loin derrière les 40% visés en 2030 dans le cadre de la Stratégie nationale de développement.

Marius Zogo

Alors qu'au Cameroun, la proportion de l'investissement public dans le budget de l'exercice 2024 (7 278,1 milliards Fcfa) se situe à 24,8% au cours de la 8e session du Comité technique interministériel d'experts chargés de l'examen des dossiers de maturité des projets d'investissement public soumis par les maîtres d'ouvrages. Cette allocation est encore loin des 40% visés dans le cadre de la Stratégie nationale de développement



Le ministre camerounais de l'Economie Alamine Ousmane Mey

(SND30). Par conséquent, « la limitation de l'espace budgétaire est loin d'assurer une prise en charge suffisante des projets en cours, et le démarrage des grands projets de deuxième génération », déplore Paul Tasong, le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménage-

ment du territoire (Minépat). D'où une faible performance pour un pays qui cible un taux de croissance de 8% en 2030 contre 4% à date. En pleine préparation du budget de l'exercice 2025, le gouvernement élabore plusieurs pistes pour pouvoir rehausser l'allocation dédiée à l'investissement.

Anticiper sur les risques budgétaires

Dans la foulée, indique le Minépat, il découle « l'impérieuse nécessité » de n'inscrire de nouveaux projets au budget de l'Etat que lorsqu'il existe un espace budgétaire garantissant la prise en charge dans les délais desdits projets. Autrement dit, il faut tenir compte de l'analyse et anticiper sur les risques budgétaires au moment de lancer un projet quelconque. Bien plus, le Cameroun pour franchir le pallier du développement, doit également renforcer l'efficacité de l'investissement public en mettant un accent sur la maîtrise des coûts des projets et leur préparation ainsi que la qualité des dépenses. Cette maîtrise des coûts permettrait à l'Etat non seulement de prévenir des lenteurs liées aux fonds mais aussi, d'engranger quelques

économies.

Il faut dire que le Comité interministériel a tenu sa première session à fin octobre 2020. L'objectif visé à travers la mise en place d'un tel mécanisme était d'éviter des évaluations financières et techniques non appropriées qui impactent l'exécution de beaucoup de projets. En fin de compte, on déplore des cas d'abandon des chantiers, la mauvaise exécution des travaux, le prolongement des délais de réalisation des travaux avec pour corollaire le renchérissement des coûts. Pour inverser la tendance, « il convient de réitérer les nouvelles orientations pour plus de fermeté dans l'évaluation des projets en extirpant toutes les activités qui ne concourent pas à la Formation brute du capital fixe Fbcf) en rationalisation vigoureusement toutes les activités liées aux séminaires

», a-t-on appris en marge du comité interministériel. Au moment où les inondations font ravage au Cameroun (effondrement des ponts et des routes, etc.) causant de lourdes conséquences sur l'économie, les pouvoirs publics notent la nécessité de prendre en compte des aspects climatiques dans la maturation des projets. Cependant, la méthodologie employée n'est pas sans reproche au regard de l'emphasis faite par le ministre délégué auprès du Minépat. Ce dernier a invité les équipes en charge de la maturation à « une plus grande attention », à « la plus grande rigueur » et à « être plus attentifs à la pertinence » des projets à soumettre à l'examen suivant le décret du 21 juin 2018 du Premier ministre, fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public au Cameroun.

CCA-Bank soutient des orphelinats dans 4 régions du Cameroun

**RENTÉE SCOLAIRE
2024/2025**

Les dons remis aux différents centres étaient composés de denrées alimentaires de première nécessité, de fournitures scolaires, de jouets, de vêtements et d'aides financières.

Le samedi 21 septembre dernier, CCA Bank a visité quatre centres d'accueil pour orphelins dans les régions du Centre, du Littoral, de l'Ouest et de l'Extrême-Nord afin de faire des dons matériels et financiers dans le cadre de sa stratégie RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise). Les centres bénéficiaires sont « Maman Monique » à Yaoundé, où l'établissement était représenté par son DGA, Alvine Tiwoda, « Nouvelle Destinée » à Douala, « Maison d'Accueil, d'Éducation et de Protection des Enfants (MAEPE) » à Bafoussam, et « Oasis du Sahel » à Maroua. Ces visites ont permis à CCA Bank de soutenir ces orphelinats à l'aube de l'année scolaire 2024/2025 au



Remise de dons par CCA Bank dans un orphelinat.

Cameroun. Les dons remis comprenaient des denrées alimentaires de première nécessité (riz, pâtes alimentaires, sel, chocolat, boissons, etc.), des fournitures scolaires, des jouets, des vêtements et des aides financières. Ces contributions profiteront à près de 600 pensionnaires, composés de déplacés internes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO), d'orphelins

et de personnes handicapées, dont 417 à Bafoussam, 60 à Yaoundé et Douala, 40 à Maroua, ainsi qu'à quelques enfants de l'association Promhandicam (Promotion des Handicapés du Cameroun), visitée une semaine plus tôt. « Par cette action, nous espérons avoir apporté un sourire et une réelle différence dans la vie de ces enfants, et nous réaffirmons

notre engagement sociétal », a déclaré Alvine Mefotié, Directeur Général Adjoint (DGA) de CCA Bank.

Cette action de charité s'inscrit dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de son programme visant à réduire les inégalités sociales au Cameroun. À travers son programme « Charité », CCA Bank ambitionne de lutter contre la pauvreté et l'exclusion, tant financière que sociale. « En

tant que banquiers, nous savons qu'il ne s'agit pas seulement d'inclusion financière, mais aussi de s'attaquer aux problèmes sociaux qui affectent notre environnement », a ajouté le DGA. En effet, la stratégie RSE de CCA Bank se concentre sur des actions humanitaires dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation et de l'entrepreneuriat.

À noter qu'à la fin de l'année 2023, l'établissement de crédit

dirigé par Marguerite Fonkwen Atanga affiche des indicateurs positifs, notamment un encours de crédits à la clientèle et de dépôts atteignant respectivement 286,03 milliards (+24,8%) et 518,5 milliards de FCFA (+26,03%). Classée 9e banque sur les 18 que compte le Cameroun, selon le Classement EcoMatin des Banques Camerounaises de 2022, CCA Bank dispose de 64 GAB et de 54 agences réparties sur l'ensemble du territoire national.



680 milliards de Fcfa

Financement

D'après les données de la Caisse autonome d'amortissement, le Cameroun cumule des Soldes engagés non-décaissés auprès de la BAD de 680 milliards de Fcfa à fin juin 2024.

39 KM

Lolabé-Campo

C'est la longueur de la voie express à construire dans le cadre du Projet d'aménagement des routes de désenclavement de la zone industrielle et portuaire de Kribi (Parzik).

20%

Connectivité au Congo

Avec la mise en activité du CGIX-Pointe-Noire, il est envisagé que les prix pratiqués pour la fourniture internet au Congo puissent être réduits de 20%.

Pourquoi la construction du pont sur le fleuve Ntem tarde, un an après l'obtention d'un accord de prêt de la BAD

CAMEROUN - GUINÉE EQUATORIALE

Un an après l'approbation d'un prêt de 47,4 milliards de Fcfa par la Banque africaine de développement (BAD), la construction du pont reliant le Cameroun et la Guinée Équatoriale sur le fleuve Ntem n'a toujours pas démarré. Des retards administratifs au Cameroun et l'absence d'un protocole d'entente de la Guinée Équatoriale freinent l'exécution de ce projet clé pour l'intégration régionale de la zone Cemac.

Cindy Mbala Betine

Le projet de construction d'un pont sur le fleuve Ntem entre le Cameroun et la Guinée équatoriale est en proie à des retards importants. Un an après l'approbation d'un prêt de 73,44 millions d'euros (47,4 milliards de Fcfa) de la Banque africaine de développement (BAD), destiné à financer cette infrastructure intégratrice pour la Communauté économique

PONT SUR LE NTEM: UN PROTOCOLE DE MÉSÉNTENTE ?



et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), les travaux n'ont toujours pas débuté. Plusieurs obstacles ralentissent l'avancée de ce projet, pourtant crucial pour le développement économique de la région.

Un projet en attente de financements

L'une des principales contraintes concerne la lenteur des démarches administratives au Cameroun. En effet, le pays est encore en attente du décret d'habilitation de la part du président Paul Biya,

nécessaire pour valider la signature des accords de prêt. Sans ce décret, le Cameroun ne peut accéder aux fonds approuvés par la BAD. Le ministère des Travaux publics a confirmé cette situation dans un rapport publié lors d'une visite de travail du Directeur général du bureau régional Afrique centrale de la BAD à Kribi. Le décret d'habilitation constitue l'acte officiel par lequel le président autorise le ministre de l'Économie à contracter une dette au nom de l'Etat. Or, cette formalité, qui aurait dû être finalisée depuis plusieurs mois, reste en suspens.

Ce retard soulève la question plus large des fonds engagés mais non décaissés par le Cameroun auprès de ses partenaires financiers. D'après les données de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le pays accumule un montant considérable de prêts approuvés mais non encore débloqués, atteignant 680 milliards de Fcfa auprès de la BAD à la fin juin 2024. Cette situation qui n'est pas nouvelle, illustre les difficultés récurrentes du Cameroun à accélérer l'exécution de certains projets d'infrastructures malgré des financements disponibles.

Des difficultés en Guinée Équatoriale

De l'autre côté de la frontière, la situation n'est guère plus avancée. Le gouvernement équato-guinéen tarde à signer le protocole d'entente avec la BAD, un document également essentiel pour finaliser les modalités de financement. Ce retard freine toute avancée concrète du projet. Selon le ministère camerounais des Travaux publics, la signature de cet ac-

cord est l'une des conditions sine qua non pour le démarrage des travaux. Toute chose qui semble paradoxal, car en mai 2021, Baltasar Engonga Edjo, à l'époque ministre équato-guinéen chargé de l'Intégration régionale, avait discuté de l'accélération des procédures administratives avec le président camerounais. Il avait alors assuré que des mesures seraient prises pour faciliter le déblocage des fonds. Cependant, plus de trois ans après cette rencontre, aucun progrès tangible n'a été constaté.

Des perspectives incertaines

Pourtant, le calendrier initial prévoyait le début des travaux en décembre 2023, avec une livraison prévue pour novembre 2028. Cependant, en raison des retards administratifs et diplomatiques, ce programme est compromis. Selon les prévisions du ministère des Travaux publics camerounais, les accords de prêt pourraient finalement être signés au premier trimestre 2025, repoussant ainsi le début effectif des travaux vers

la fin de l'année prochaine. Du coup, les perspectives à long terme restent prometteuses. Une fois achevé, le pont sur le fleuve Ntem devrait jouer un rôle central dans le développement économique de la sous-région. En facilitant le transport et le commerce entre le Cameroun et la Guinée Équatoriale, cette infrastructure contribuera à réduire les coûts de transit le long du corridor multinational Yaoundé-Bata-Libreville. De plus, ce projet pourrait également dynamiser le développement d'un hub industriel et portuaire reliant le port en eau profonde de Kribi au Cameroun, et celui de Bata, en Guinée Équatoriale. Le pont sur le fleuve Ntem s'inscrit dans un cadre plus large de projets intégrateurs soutenus par la Cemac, visant à améliorer les infrastructures et à stimuler la croissance économique dans la région. Il fait partie des 11 projets prioritaires identifiés par l'organisation pour promouvoir l'intégration régionale, un objectif clé pour les Etats membres de la Cemac.

Les travaux de construction de la route Lolabé-Campo pourraient démarrer en 2025

CAMEROUN

Selon les prévisions faites par le ministère des Travaux publics, les dossiers d'appels d'offres seront lancés en février 2025 pour un démarrage des travaux projeté au mois de juillet.

C.M.B.

Les travaux de construction de la route Lolabé-Campo, une infrastructure clé pour désenclaver la zone industrielle et portuaire de Kribi, pourraient débuter en juillet 2025. Cette annonce fait suite à la publication du chronogramme du projet par le ministère des Travaux publics (Mintp) à l'occasion de la visite du Directeur général du bureau régional Afrique centrale de la Banque africaine de développement (BAD) dans cette zone stratégique. La route Lolabé-Campo s'inscrit dans le cadre du Projet d'aménagement des routes de désenclavement de la zone industrielle et portuaire de Kribi (Parzik), financé en partie par la BAD. Le projet vise à améliorer la connectivité entre les bassins de production et les centres de consommation, ainsi qu'à faciliter le transit des marchandises vers les pays de la Communauté économique et

monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Notamment le transport des matières premières, en particulier du bois, des minerais et des produits agricoles, destinés à l'exportation via le port de Kribi.

Un calendrier ambitieux

Le ministère des Travaux publics prévoit le lancement des appels d'offres pour la construction de cette route en février 2025, suivi de la signature des contrats en juillet, période à laquelle les travaux devraient également commencer. Si ce calendrier est respecté, la livraison provisoire de cette infrastructure est attendue pour le 28 juin 2027. Cette initiative fait partie d'une stratégie globale visant à renforcer les infrastructures routières autour de la zone industrielle de Kribi, un hub majeur pour l'exportation des ressources naturelles du Cameroun. Le projet Parzik inclut également la réhabilitation de la route Edéa-Kribi, longue de 110 km, divisée en deux lots : Carrefour Edéa/Kribi - Pont de Bivouba (56 km) et Pont de Bivouba - Kribi (54 km).

Un financement assuré, mais des retards à rattrapper

Le financement de la route Lolabé-Campo est couvert par les fonds alloués au Parzik. D'ailleurs, il est prévu pour le mois d'octobre

prochain, que la BAD débloque une enveloppe de 26 milliards de Fcfa supplémentaires pour ce projet. Ce décaissement viendra porter alors à 101 milliards de Fcfa l'enveloppe déjà décaissée par cette institution financière pour la réalisation de ce projet. Ce qui correspond à sa quote-art de financement dans le projet car le Parzik bénéficie d'un financement conjoint de la BAD (100,5 milliards de Fcfa), de la Bdeac (45,2 milliards). Toutefois, malgré cet appui financier, les retards observés dans le processus d'examen des dossiers de pré-qualification des bureaux d'études et des candidatures pour la maîtrise d'œuvre ont freiné l'avancée des travaux, initialement prévus pour 2022. Ces lenteurs administratives ont pesé sur la réalisation des différentes composantes du projet. Pourtant, la construction de cette route à 2x2 voies entre Lolabé et Campo revêt une importance capitale pour le Cameroun et la sous-région CEMAC. Elle permettra non seulement de relier la zone portuaire de Kribi aux pays voisins, mais aussi de stimuler le développement économique local en améliorant l'accès aux marchés. Les zones rurales, souvent enclavées, bénéficieront ainsi d'un meilleur accès aux infrastructures de transformation et de transport, réduisant les coûts logistiques pour les producteurs locaux.

Le Congo lance CGIX-Pointe-Noire pour réduire sa dépendance aux infrastructures internationales

CONNEXION INTERNET

Opéré par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce), cette infrastructure technique devra permettre aux fournisseurs d'accès à internet congolais de connecter leurs réseaux localement grâce à l'arrivée des câbles sous-marins à fibre optique les plus courts en Afrique dans l'espace sous-marin congolais.

Vicky Bagal

Le 20 septembre dernier à Pointe-Noire, en République du Congo, le gouvernement a inauguré le CGIX-Pointe-Noire, une infrastructure technique où les réseaux se réunissent pour se connecter et échanger du trafic internet. Opérée par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce), ce point d'échange internet devra permettre aux fournisseurs d'accès à internet (FAI) et opérateurs de télécommunication congolais de connecter leurs réseaux localement grâce à l'arrivée des câbles sous-marins à fibre optique les plus courts en Afrique dans l'espace sous-marin congolais.

« Il est question de réduire la dépendance du Congo vis-à-vis des infrastructures internationales », a exprimé Léon Juste Ibombo, ministre congolais des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique. Le lancement de ce point d'échange s'accompagne de la connexion des câbles de l'Arpce à deux câbles sous-marins à fibre optique pour un flux de données internationales notamment les câbles panafricains 2Africa et WACS également exploités par Cameroon Telecommunications, l'opérateur historique de la télécom au Cameroun. Ce point devra aussi permettre d'améliorer le débit ainsi que l'indice des infrastructures de télécommunications congolais établis à 0,27 (inférieur à la moyenne africaine qui est de 0,45) et réduire le coût d'internet et des services de communication électroniques. Selon les récentes données de la database Monito, pour obtenir un abonnement à internet minimal en 2024 au Congo il faut déboursier au minimum 37,98 euros (près de 25 000 Fcfa), plus cher que le tarif pratiqué en moyenne en France, soit 29 euros. Tandis que pour obtenir une connexion à haut débit (jusqu'à 10 mégas),

il faut compter à partir de 325 000 Fcfa /mois hormis les frais d'installation des câbles, prise et modem Wi-fi (environ 117 000 Fcfa). Ces tarifs pratiqués par les 19 FAI autorisés dans le pays et les principaux opérateurs de télécom que sont MTN Congo et Airtel Congo pourraient être réduits de 20% avec la mise en activité du CGIX-Pointe-Noire. Selon les données officielles de l'Arpce, ces derniers ont fait transiter 69,485 milliards de mégaoctets en 2023 pour un revenu du marché de l'internet mobile de 56,823 milliards de Fcfa, soit 36,8 milliards de MTN avec un trafic de 41,5 milliards de Fcfa de Airtel pour 27,9 milliards de mégaoctets transités. Soulignons que le CGIX-Pointe-Noire est le 2ème point d'échange internet du genre installé dans le pays après le CGIX-BZV de 2013 dont le siège est à Brazzaville. Ce nouveau point d'échange s'inscrit dans la cadre du projet de couverture nationale en télécommunications Congo Digital 2025 qui prévoit également l'installation d'un autre point d'échange dans la ville d'Oyo.

L'avenir de nos enfants dépend de nos actions d'aujourd'hui



Crédit scolaire & Universitaire

disponible dans nos agences toute l'année



Dès maintenant, demandez votre crédit...



En agence

Crédit scolaire et universitaire
disponible à un taux exceptionnel dans
toutes les agences Afriland First Bank



En ligne

Demandez votre crédit en ligne au
www.afrilandfirstbank.com

Documentation simplifiée*

- Demande de crédit ;
- Photocopie CNI ;
- Plan de localisation ;
- Bulletin de paie.

VALIDÉ

*Uniquement pour les clients ayant déjà un crédit.



222 51 80 50
680 05 80 05

@afrilandfirstbankgroup
@Af_First_Bank

L'intérêt de la clientèle est notre priorité

qualite@afrilandfirstbank.com
www.afrilandfirstbank.com



Afriland First Bank

Visitez notre site web www.ecomatin.net